

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant – CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 27 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ICPF

74 quai du Commerce
71600 Paray-le-Monial

Références : LW/NM/2024/M_104
Code AIOT : 0005401812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement ICPF implanté 68, quai du Commerce 71 600 Paray-le-Monial. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'une visite d'inspection réalisée le 13 octobre 2021, l'exploitant a été mis en demeure par le préfet de Saône-et-Loire, par arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2021-28-2 du 28 janvier 2021, de satisfaire, dans des délais impartis, à certaines de ses obligations.

Deux inspections ont par la suite été réalisées, le 26 janvier 2022 et le 15 mars 2023, dans le but de vérifier les actions curatives et correctives mises en œuvre par l'exploitant à la suite des non-conformités à la réglementation relevées lors de la visite d'inspection du 13 octobre 2021, plus particulièrement celles permettant de satisfaire les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral précité. Lors de ces inspections, certaines actions proposées par l'exploitant étaient, pour diverses raisons, encore en cours de réalisation et des demandes de compléments avaient été sollicitées par l'inspection au travers des rapports de visite.

Cette nouvelle inspection avait donc pour but de faire un point d'avancement sur ces actions et demandes de compléments, et plus particulièrement sur la réalisation du plan de gestion de la pollution présente sur et hors site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ICPF
- 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial
- Code AIOT : 0005401812
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ICPF, filiale du groupe Barret, est spécialisée dans l'imprégnation et l'usinage du bois, en particulier dans le traitement par autoclave permettant de garantir une grande durabilité des produits.

Elle est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 13 décembre 1934, complété de huit arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion de la pollution	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Gestion de la pollution	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	/
3	Ouvrages de surveillance des eaux souterraines abandonnés	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Ouvrages de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
5	Prescriptions générales applicables	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois demandes de compléments sont formulées sur les thèmes suivants :

- la gestion de la pollution,
- les ouvrages de prélèvement des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de la pollution

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet un diagnostic environnemental approfondi, comportant un schéma conceptuel, dont la réalisation est assurée par un prestataire disposant d'une certification LNE pour la réalisation de prestations dans le domaine des sites et sols pollués conformes aux normes NFX 31-620 parties 1, 2, 3 ou 4 selon les besoins, concernant les milieux exposés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• les sols dont le périmètre de l'étude, sans être un facteur limitant, intègre a minima les parcelles 000 AO 54 « Terres des Vernes » (9 970 m²) et 000 AP 35 « 68, quai du commerce » (61 024 m²) localisées sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;• les eaux de surfaces comportant a minima un programme de contrôle de la qualité des eaux « amont » et « aval » hydraulique de la rivière « Bourbince » avec comme point de référence la parcelle 000 AO 54 et dans les mêmes conditions pour le canal du Centre les deux parcelles pré-citées ;• les eaux souterraines dont la pertinence du programme mis en place sera réévaluée, ainsi que la localisation des ouvrages de surveillance et de pompage (paramètres suivis / fréquence des contrôles / pertinence du réseau), <p>et respectant par ailleurs les conditions suivantes concernant la production d'un schéma conceptuel, ce dernier devant préciser :</p> <ul style="list-style-type: none">• les sources de pollution (y compris les sources « sol » encore présentes sur le périmètre d'étude) ;• les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques (ce qui détermine l'étendue des pollutions et les voies de transfert potentielles ou avérées) ;• les enjeux à protéger (en application des dispositions des articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement) au regard des usages constatés des milieux exposés, impactés ou susceptibles de l'être (démarche d'interprétation de l'état des milieux – IEM) ;• les scenarii d'exposition pertinents, sur la base desquels des risques sanitaires sont susceptibles d'être redoutés (démarche d'évaluation quantitative du risque sanitaire – EQRS) ;
<p>Constats :</p> <p>À la demande de l'exploitant, une réunion d'échanges par visioconférence a été organisée le 21 avril 2023 entre l'exploitant, la société Tauw France et la DREAL. Compte tenu du montant important des investigations complémentaires et nécessaires en vue de la réalisation du diagnostic environnemental, il a été décidé de séparer cette mission d'investigation en deux phases :</p> <ul style="list-style-type: none">• une première phase d'investigations, en limitant le nombre de prélèvements ;• une deuxième phase d'investigations complémentaires avec de nouveaux prélèvements si nécessaire au regard des conclusions de la première phase. <p>L'exploitant a transmis par courrier électronique du 26 mai 2023 un bon de commande signé auprès de la société Tauw pour la réalisation des études et prélèvements correspondants à la première phase d'investigations. Un planning prévisionnel de travaux s'étalant de juin à septembre 2023 a également été joint par l'exploitant.</p> <p>Par courrier électronique du 21 décembre 2023, l'exploitant a transmis le rapport provisoire rédigé par la société Tauw France à l'issue des investigations de la première phase dont les conclusions soulèvent certaines incertitudes, en particulier sur :</p>

- l'emprise de la pollution hors site, au niveau d'un piézomètre (TFR21) situé sur une parcelle voisine à l'ouest des installations ;
- la qualité des sols au droit de l'ancienne zone de stockage en limite et du site ;
- l'emprise des pollutions au niveau des sources historiques ;
- les voies de transfert de la pollution à l'origine de la résurgence en créosote dans la Bourbince.

La société Tauw France préconise donc, au travers de ses conclusions, la réalisation de la deuxième phase initialement envisagée avec des investigations complémentaires pour répondre aux incertitudes sus-listées (sondages de sols sur et hors site, rajout de piézomètres, investigations géophysiques, nouvelle campagne de prélèvements des eaux souterraines, des gaz de sols et de l'air ambiant).

Demandes de compléments n°1 :

L'exploitant transmettra **sous un délai de deux mois** les éléments (bon de commande détaillé et validé) permettant de justifier qu'il a bien engagé auprès de la société Tauw France la deuxième phase évoquée ci-dessus, permettant in fine la réalisation du plan de gestion mentionné dans la fiche n° 2 du présent rapport. Il transmettra, dans les mêmes délais, un planning prévisionnel validé par la société Tauw France, pour chaque étape des études requises, jusqu'à l'élaboration finale de ce plan de gestion.

L'inspection rappelle cependant que les dispositions de la mise en demeure du 28 janvier 2021 ne sont toujours pas respectées. En l'absence des éléments attendus dans le délai imparti, permettant de justifier de la mise en œuvre de la deuxième phase d'investigation, tel qu'il avait été décidé lors des échanges sus-mentionnés du 21 avril 2023, l'inspection pourra proposer au préfet de Saône-et-Loire les sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gestion de la pollution

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un plan de gestion de la pollution selon la méthodologie nationale (norme NF X 31-620) et comportant a minima le traitement des aspects suivants : (...)

Constat : Absence de plan de gestion

Demande de complément n° 2 :

L'exploitant transmettra ce plan de gestion de la pollution à l'issue de la réalisation de la deuxième phase d'investigations du diagnostic environnemental évoqué dans la fiche n° 1.


L'inspection rappelle que les dispositions de la mise en demeure du 28 janvier 2021 ne sont toujours pas respectées. En l'absence de transmission du plan de gestion attendu à l'issue cette deuxième phase d'investigations, l'inspection pourra proposer au préfet de Saône-et-Loire les sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : Selon le planning validé par Tauw France visé en fiche n°2

N° 3 : Ouvrages de surveillance des eaux souterraines abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	
Thème(s) : Risques chroniques, Eau souterraines	
Prescription contrôlée : Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. [...]	
Constats : L'inspection a constaté, en bordure de la rivière Bourbince, à environ 20 m à l'est du point de résurgence, la présence d'éléments pouvant s'apparenter à des restes d'un ouvrage de prélèvement des eaux souterraines.	
<u>Demande de complément n°3 :</u> L'exploitant transmettra des éléments permettant de confirmer ou d'infirmer ce constat, et, le cas échéant, les dispositions prises pour remettre en état cet ouvrage, ou si ce dernier a été abandonné, les dispositions prises pour le combler dans les règles de l'art afin de garantir l'absence de transfert d'une nouvelle pollution vers les eaux souterraines.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais : 30 jours	

N° 4 : Ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau souterraines
Prescription contrôlée : [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. [...]
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection a relevé une non-conformité en constatant que les deux ouvrages de surveillance des eaux souterraines situés en dehors du site, en bordure de la rivière Bourbince, ne disposaient pas de dispositif assurant une bonne sécurité des ouvrages afin de limiter tout acte de malveillance. L'inspection a constaté la mise en œuvre d'action corrective. Ces deux ouvrages sont équipés d'un capot muni d'un cadenas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions générales applicables